



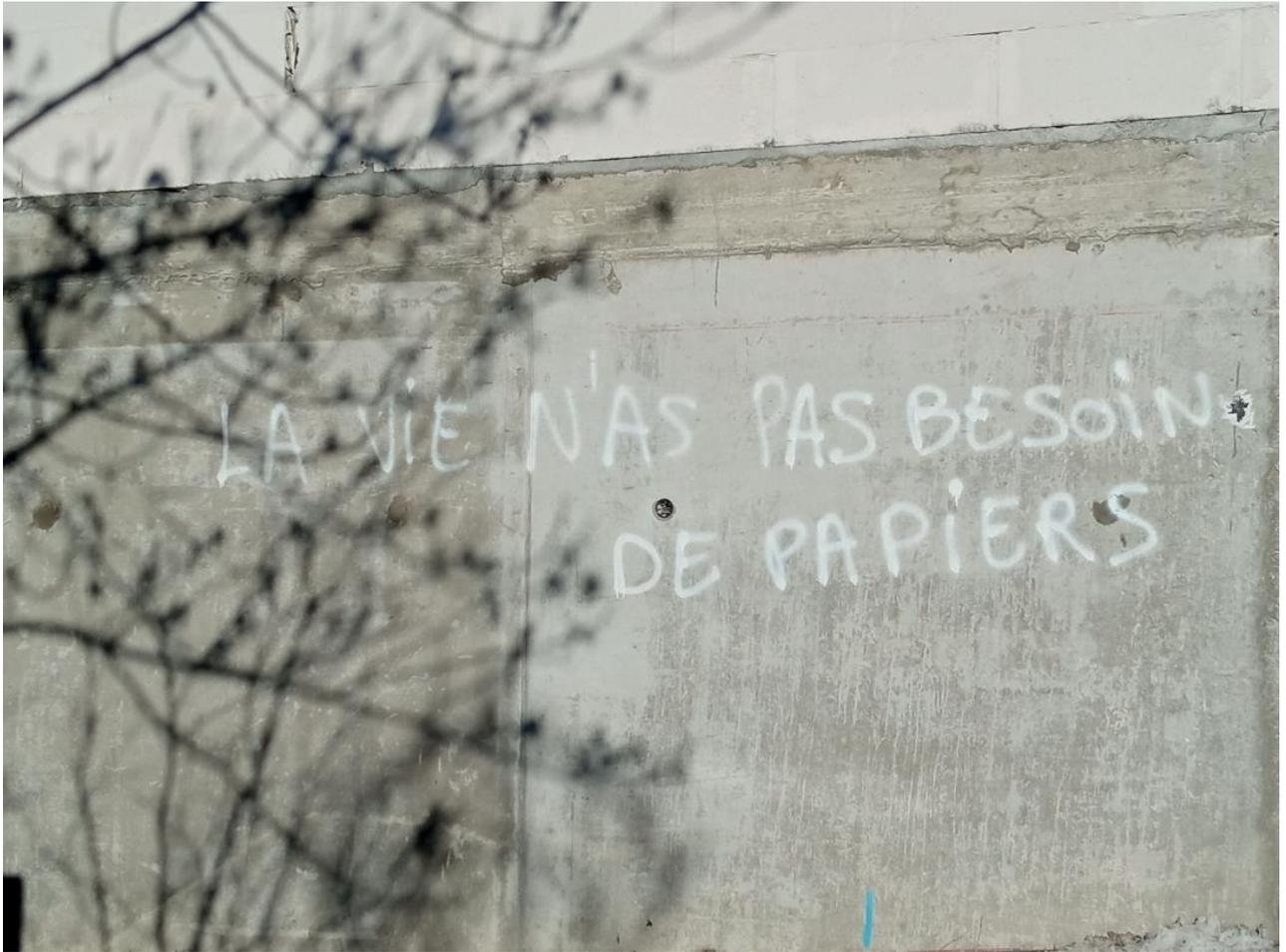
DIPLÔME INTER-UNIVERSITAIRE
SANTÉ
SOCIÉTÉ
MIGRATION

Qui suis-je quand je t'aide ?

Autour de la relation d'accompagnement citoyen de personnes en exil

Mémoire du Diplôme inter-universitaire « Santé, société et migration »
Sous la direction de Julia Maury de Feraudy

Chloé Peytermann
Année 2020-2021



Dans les rues de Briançon, janvier 2021 © Chloé Peytermann

Sommaire

| | |
|--|---------|
| Introduction | Page 5 |
| L'endroit où il y a toujours de la lumière | Page 6 |
| Le Refuge solidaire de Briançon, une ruche | Page 7 |
| Ce si petit bureau d'accueil | Page 11 |
| Les mineurs assis dehors | Page 13 |
| Un lieu de soin | Page 14 |
| Un moment bien particulier | Page 15 |
| Les questions qui émergent | Page 20 |
| Quand on entre dans le temps long | Page 27 |
| Aliou | Page 30 |
| Don et contre-don | Page 32 |
| La juste place / les justes places ? | Page 36 |
| <i>No Border ?</i> | Page 36 |
| Conclusion | Page 39 |
| Annexes | Page 41 |
| Remerciements | Page 44 |

* dans ce mémoire, les prénoms des personnes en exil ont été modifiés.

« On devrait pouvoir comprendre que les choses sont sans espoir
et cependant être décidé à vouloir les changer. »

Scott Fitzgerald, *Gatsby le magnifique*, 1925.

« Ô nid, Ô niche, ô refuge.

Et même

Si jamais refuge

Ne fut trouvé.

Très secourable fut

La notion de refuge »

Guillevic, *Paroi*, 1970

Introduction

Je suis artiste.

Mais depuis quelques années, c'est comme si le monde était entré dans mon atelier.

En effet, les questions de migration ont pris peu à peu une place prépondérante dans ma vie, car j'ai vécu plusieurs expériences d'accueil bénévole dans différents types de lieux associatifs. Tout d'abord le mouvement d'occupation *No Bunker* à Genève pendant tout un été, puis le camp humanitaire de Grande-Synthe durant quelques-jours, la Bulle de la Chapelle et les rues de Paris, et enfin le Refuge solidaire de Briançon. S'en est suivi l'accompagnement au long cours de plusieurs personnes en exil, notamment venues d'Afrique de l'Ouest, que ce soit à distance, ou en logement citoyen, en donnant des cours de français à une jeune femme syrienne, ou en hébergeant grâce à notre association une famille albanaise déboutée du droit d'asile. Les expériences s'enchaînant, j'ai ressenti le besoin de prendre le temps d'observer ce mouvement d'accueil qui me traverse, et de tenter de comprendre ce qui se joue dans cette action devenue une grande part de mon quotidien.

Ce mémoire est l'occasion pour moi de tenter une prise de recul, de prendre le temps de regarder, de laisser émerger en moi des questionnements, d'analyser ce que je ressens, ce que je fais, et peut-être, par ce biais, d'ouvrir des pistes de réflexion, des prises de conscience sur ce que nous faisons collectivement dans ces mouvements d'hospitalité.

Pourquoi je le fais, ce que je cherche, et ce qui se joue entre ces personnes et moi.

Je tenterai dans ce mémoire de décrire le lieu qui m'a fait entrer de plain pied dans ce combat, le Refuge solidaire de Briançon, ainsi que le rôle que j'y ai joué au bureau d'accueil.

J'entrerais ensuite dans l'analyse des liens que j'ai pu nouer avec plusieurs personnes en exil, et plus précisément avec Aliou que j'accompagne depuis 3 ans, pour tenter d'éclairer les enjeux de la relation d'aide avec un jeune homme en exil venu de Sierra Leone.

Je soulèverai les questionnements qui m'ont traversée et les paradoxes, voire les impasses, auxquels je me suis confrontée, auxquels je me confronte.

Je présenterai les quelques pistes de réponses que j'ai pu façonner pour ne pas me laisser submerger par mes doutes et rester dans l'action.

L'endroit où il y a toujours de la lumière

« Il y a la gare de Briançon, encore plus petite et calme quand on y arrive avec le train de 23h58. Il y a la nuit bleue entourée de montagnes, écrasantes ou rassurantes tout autour de la ville, cette nuit éclairée par la neige. Et puis il y a l'endroit où il y a toujours de la lumière : le Refuge. Abdurahmane qui prend gentiment ma valise, Musa sur le seuil qui m'accueille d'un « How are you ? », et la chaleur quand on passe la porte, laissant la tête de Macron dehors. Dès le premier matin les habitudes reviennent. Les entretiens, les fiches mineurs, les billets de train, les classeurs, les mots collés à la table, le cahier de liaison, la carte de France, les petits bobos, les lèvres gercées, les maux de dos, de ventre, les cicatrices, les regards fuyants, les hésitations, les grands sourires. Les grandes douleurs, les petits mots qui veulent cacher les grands dénuements. Les 'Ça va un peu', les 'Y'a pas de problème'. Les sourires. Tant de sourires. Les rires aussi. Les cris parfois. Rarement. Cinq jours passés au Refuge sont comme un mois entier. Tant de choses à faire, tant de personnes rencontrées, tant de sentiments contrastés, tant de mots échangés, tant de situations à démêler. De la patience, de la patience, mais de l'énergie, tout plein d'énergie sinon on n'y arrive pas. Essayer de ne pas s'habituer. Essayer de rester 'nouvelle' à chaque entretien d'accueil, d'accueillir cette personne-là arrivée cette nuit, comme la première. Avec toute son écoute, toute sa gentillesse, et être juste là, bien présente. Accepter de se sentir parfois écrasée par l'ampleur de la tâche, s'autoriser des pauses café dans la cuisine, discuter de tout et de rien avec les exilés et les bénévoles assis autour de la table, prendre ce temps d'être avec eux. Jouer aux cartes, écouter Maître Gimm's, parler amour ou cuisine, juste écouter la litanie des conversations téléphoniques en haoussa, en bambara, en wolof, en peul, avec parfois ces quelques mots en français qui émergent comme des îles : passeport, asile, permis de séjour, récépissé... Briançon. Il y a des moments où certains regards sont comme des lames, quand les souffrances du voyage refont surface, quand la personne face à vous apparaît si vulnérable, si démunie, si perdue, si seule. Il y a des moments où on a juste envie de serrer fort dans les bras. Il y a aussi toutes les questions qui nous traversent quand on pense à la suite... aux semaines, aux mois, aux années qui attendent les personnes que l'on a face à soi. La galère à venir. Découragement parfois. Mais dans cet endroit il y a quelque chose de si humain dans l'air, de si palpable, de si souriant, de si vivant. De si réel. Que l'on retrouve toujours la force de continuer. Un sourire d'Ibrahim, une blague de Solange, un café avec Pauline, un coup de main du nouveau bénévole juste arrivé, frais et dispo. Cette paire de chaussettes qui donne le sourire à ce petit jeune, même si y'a pas les chaussures pour aller avec... Et c'est reparti ! ».

Hiver 2019. (Ecouter annexe sonore 1, « Passer la porte »)



Dans la salle de vie du Refuge de Briançon, janvier 2021. © Ljubisa Danilovic / Tendance Floue

Le Refuge solidaire de Briançon, une ruche

En 2018 et 2019, je me suis rendue de façon régulière, en tant que bénévole, au Refuge solidaire de Briançon. Ce lieu est un accueil d'urgence, ancienne caserne de CRS délabrée, appartenant à la Communauté de communes du Briançonnais, installé au cœur de la ville, non loin de la gare. C'est un lieu associatif, qui s'est ouvert un peu en urgence, en 2017, sous l'impulsion de simples citoyens, lorsque de plus en plus de personnes exilées ont commencé à arriver d'Italie par la montagne, sans solution. A cette époque-là en majorité des Soudanais, qui, désespérés, ont été jusqu'à mener une grève de la faim devant la MJC. La population de Briançon s'est confrontée de façon très concrète à des questions géo-politiques et aux enjeux migratoires, jusque-là éloignés de leur quotidien. Tout d'abord des habitants ont organisé du logement citoyen, dans des maisons, dans des familles, coordonnant les nuitées de dizaines de personnes, chez des connaissances et chez certains d'entre-eux voulant prendre part à cet

accueil. Les personnes exilées étaient accueillies pour une, deux nuits. Elles pouvaient se doucher, obtenir des habits secs, manger, dormir, voir un médecin, avant de reprendre la route. Puis, cette petite organisation a été débordée, fatiguée, et ces mêmes citoyens ont décidé de créer l'association Collectif Refuges Solidaires, CRS, non sans humour, pour ouvrir et gérer le lieu que les pouvoirs publics avaient accepté de mettre à leur disposition. Le conseil d'administration de l'association prend les décisions et aujourd'hui, 3 salariés travaillent sur place. Les personnes que nous accueillons dans cette maison viennent de passer la frontière, le plus souvent à pied. Les premiers temps, elles traversaient par le col d'Echelle, puis celui-ci, très dangereux, a été peu à peu délaissé pour le col de Montgenèvre. Cela reste une traversée très périlleuse, six heures de marche au minimum, lorsqu'on ne se perd pas, dans des conditions parfois extrêmes, notamment pendant l'hiver. La traversée, la plupart du temps nocturne, est une épreuve physique, dans un environnement de montagne et de neige souvent inconnu des exilés, notamment de ceux venus de pays africains, et elle est rendue encore plus dangereuse par la traque que les policiers y effectuent chaque nuit à pied ou en moto-neige. Les exilés, majoritairement venus d'Afrique de l'Ouest dans ces années-là, en grande partie Guinéens et Ivoiriens, arrivaient par eux-mêmes au Refuge, informés de l'existence de ce lieu par des personnes solidaires italiennes, ou accompagnés par les maraudeurs, qui leur sont venus en aide côté français. Le Refuge se veut un lieu de repos avant tout, après cette épreuve de la frontière franco-italienne. Les exilés y passent une nuit, une journée, parfois quelques jours, avant de continuer la route. Depuis le 1er janvier 2018, le Refuge a accueilli plus de 14350 personnes, selon son dernier décompte, au 30 juin 2021 (Voir annexe 2). Au fil des années, le Refuge a créé des partenariats avec de nombreux acteurs, locaux ou nationaux. Sur les questions de droits : la commission nationale consultative des droits de l'homme, l'ANAFE, la Cimade, Amnesty International, Tous Migrants, MJC centre social du Briançonnais ; sur les enjeux de santé : le centre hospitalier des Escartons de Briançon, l'ARS, Médecins du Monde, Médecins sans Frontières ; sur les questions logistiques : la ville de Briançon, Emmaüs France, Caritas France, la Fondation de France, le Secours populaire, les Restos du cœur, Energie Développement Services du Briançonnais, la Communauté de communes du Briançonnais, Bioccop, Welcome en France, LE GROUP experts du secteur solidaire, la Fédération unie des Auberges de Jeunesse.

Après avoir participé au mouvement d'occupation *No Bunker* à Genève (des personnes exilées refusant de redescendre dans leur lieu d'accueil situé dans les abris anti-atomiques), après avoir passé quelques jours comme bénévole dans le camp humanitaire de Grande-

Synthe en France, dans la bulle parisienne ou dans les rues de Paris, avec Utopia 56, j'ai donc découvert ce lieu si particulier qu'est le Refuge solidaire. J'y ai fait 4 jours de bénévolat en mars 2018, je m'y suis attachée très vite, et mon désir d'y revenir pour aider fut très clair. Après la boue du camp humanitaire, l'immensité de la bulle parisienne, la dureté des maraudes allant vers les personnes à la rue, ce refuge m'apparaissait comme un endroit d'une grande humanité. Sa taille peut-être ? Le Refuge fait 300 mètres carrés, il est constitué au rez-de-chaussée d'une salle de vie à l'entrée, d'un bureau d'accueil, d'une infirmerie, d'une cuisine, d'un réfectoire, de deux dortoirs, d'une chaufferie, de toilette ; à l'étage, d'une salle de bains, d'une toilette, d'une laverie, de 4 dortoirs de différentes tailles et d'une terrasse ; au grenier, on trouve le vestiaire et le stock de matelas ! Sa taille mais aussi son organisation m'ont fait m'y sentir bien. Avec sa porte toujours ouverte, sa salle de vie en bas, où il est toujours possible de s'asseoir et de prendre un café, les chambres à l'étage, lieu un tout petit peu plus intime, la terrasse... il est comme une « vraie » maison, où il est possible de prendre le temps de la rencontre. J'ai également été très touchée par la pluralité des profils des bénévoles : de tous les âges, engagés politiquement ou pas, de tous milieux, chacun oeuvrant à sa tâche, souvent avec le sourire, et dans un même objectif : que chaque personne arrivant au Refuge puisse manger, dormir, se laver, être soigné si besoin, et poursuivre sa route. Les bénévoles sont répartis en équipes : l'accueil, la cuisine, la lingerie, le ménage, le tout coordonné par les salariés, et par des Doodle infinis ! Cet endroit est comme une ruche, dont se dégage une énergie intense.

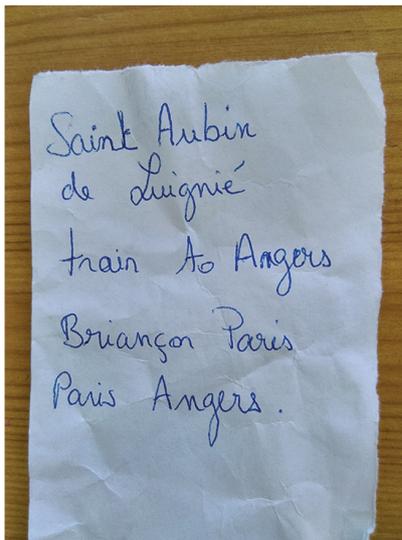


La vie au Refuge de Briançon © Chloé Peytermann

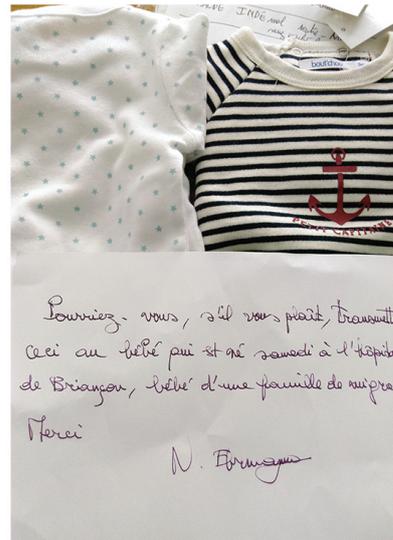
Ce si petit bureau d'accueil

Lorsque je me rends au refuge en 2018 et 2019, environ 4 fois dans l'année, je fais une semaine de bénévolat, pendant laquelle je suis au poste d'accueil. C'est la fonction que l'on m'avait assignée lors de ma première venue en 2018, et j'ai toujours voulu reprendre ce poste. L'accueil se fait dans une petite pièce, autour d'un bureau, notre rôle est de réaliser un entretien avec chaque personne arrivée dans la nuit. En effet, aucun bénévole ne dort au Refuge. Ce sont les « permanents », c'est-à-dire des personnes exilées qui ont décidé d'aider quelque temps au Refuge, et sont donc en responsabilité, qui s'occupent des nouveaux arrivants la nuit : leur trouver une place, faire leur lit, leur réchauffer un repas, leur donner une serviette de bain, un nécessaire de toilette. Le matin, on informe tous les « nouveaux » du fait qu'ils doivent passer nous voir au bureau. Après leur petit-déjeuner, ou dans la journée, ils viennent s'entretenir avec nous. Lors de ce moment d'échange, j'explique ce qu'est le Refuge, les règles qui s'y appliquent ; je précise que c'est un lieu d'accueil temporaire, de repos, pour quelques jours tout au plus. J'explique qui nous sommes, nous, les bénévoles. Que nous ne sommes pas payés pour être là, que nous ne sommes pas l'Etat, que nous ne sommes pas en lien avec la police, que nous sommes seulement des gens qui veulent les aider. J'explique où nous nous trouvons sur la carte de France accrochée au mur ; non sans mal parfois, la logique des cartes n'étant pas universelle ; puis, j'essaie de dresser un état de la situation de la personne qui est face à moi. Tout d'abord je lui demande ses nom et prénom, son âge et son pays d'origine. Je l'informe que ces données seront détruites ensuite mais qu'elles permettent de rester en lien avec elle pour le suivi de sa situation pendant qu'il est au Refuge, et permettent un partage d'informations entre les nombreux bénévoles. Je lui demande comment s'est déroulé le passage de la frontière, si elle a subi un refoulement, des violences policières ; on se renseigne sur le nombre de mois, d'années, passés en Italie, on essaie de savoir si la personne est en souffrance, si elle a mal quelque part, si elle a besoin de voir un médecin. On essaie aussi de visualiser la suite de la route avec cette personne : a-t-elle un objectif, un lieu où aller, un contact ? Quels sont son pays, sa ville de destination ? A-t-elle des euros pour continuer le voyage ? A-t-il besoin de se faire envoyer de l'argent par Western Union ? Si c'est le cas on lui explique qu'il doit trouver une personne ayant des papiers en France pour réceptionner l'argent à la Poste. On cherche ensuite avec elle les solutions les moins chères pour continuer sa route, on l'informe sur la façon d'organiser au mieux son trajet, sachant que le lieu ne finance aucun billet, ne fournit aucun argent. On l'informe sur les bus, les trains, les connexions... On fournit et remplit des papiers établis par l'association Refuges Solidaires,

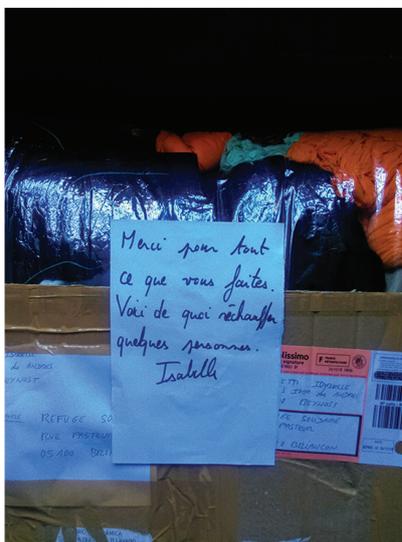
qui expliquent que cette personne se déplace pour demander l'asile en France, espérant qu'ils seront utiles en cas de contrôle policier ; sur cette feuille, le texte de loi est rappelé. On donne des fiches d'informations sur la ville de destination, constituées au fil du temps par le Refuge, mais aussi les guides Watizat avec les lieux de soin, les réseaux d'aide, les associations, le 115, etc. Chaque personne sort du bureau sa petite pile de papiers en main, pour reprendre la route après s'être reposée, et quand son billet aura pu être acheté.



Saint Aubin
de Luigné
Train Ato Angers
Briançon Paris
Paris Angers.



Pourriez-vous, s'il vous plaît, transmettre
ceci au bébé qui est né samedi à l'hôpital
de Briançon, bébé d'une famille de réfugiés
Merci
N. Brunas



Merci pour tout
ce que vous faites.
Voilà de quoi réchauffer
quelques personnes.
Isabelle

Dans le bureau d'accueil du Refuge, Briançon © Chloé Peytermann

Les mineurs assis dehors

Dans les années où je me suis régulièrement rendue à Briançon, il y avait beaucoup de mineurs qui passaient par le Refuge, voyageant seuls, dans leur immense majorité venus de pays d'Afrique de l'Ouest, notamment de Guinée Conakry. Une de nos missions à l'accueil était de « repérer » ces mineurs isolés afin de tenter de les mettre à l'abri, en les faisant prendre en charge par le Département, pour qu'il établisse (ou non) leur minorité. Lorsqu'un mineur se présentait à nous, isolé, c'est-à-dire sans ses parents, nous l'informions sur ses droits, sur la procédure que nous devions enclencher pour lui, nous faisons une IP (Information préoccupante) , et nous l'amenions à la gendarmerie, qui relevait ses empreintes et prévenait le Département. Ce service, situé à Gap, envoyait un billet SNCF, nous mettions le jeune dans le train et un éducateur le récupérait sur le quai de la gare à Gap, pour le prendre en charge le temps du processus d'évaluation de la minorité. Nous groupions, une fois par jour, les mineurs, pour les emmener à la gendarmerie, un bénévole accompagnant le petit groupe, le plus souvent à pied. C'est une démarche que j'ai dû faire 5 ou 6 fois. A chaque fois, le groupe de jeunes était prié de rester en dehors de la gendarmerie de Briançon, sur les marches, qu'il vente, neige, ou fasse très chaud. J'entrais donc seule, moi bénévole blanche, car c'est ainsi que je me sens dans un moment pareil, pour donner la liste des noms des jeunes hommes noirs assis dehors au gendarme présent, et celui-ci me demandait ma carte d'identité et la photocopiait. Puis, je retournais dehors avec les jeunes pendant que les gendarmes contactaient le Département, cela pouvant durer plus d'une heure. Nous allions parfois nous mettre au sec et au chaud dans le hall d'un cinéma tout proche, qui nous y avait autorisés. Ensuite, les gendarmes faisaient entrer un par un les jeunes et prenaient leurs empreintes. Lors d'un de ces après-midi, le gendarme a mis des gants en latex avant de commencer à faire entrer les jeunes l'un après l'autre... alors que le COVID n'était pas d'actualité à cette époque-là. Dans ce genre de moments, je suis partagée entre des sentiments mêlés : une grande lassitude, face à un énième agissement stigmatisant, raciste, de la part d'une personne représentant l'Etat ; de la révolte aussi, que je garde pour moi, car je ne souhaite pas mettre en péril le processus pour les jeunes, ils sont ma priorité : je veux qu'ils puissent atteindre Gap dans la journée. Je tais ma colère jusqu'à mon retour au Refuge, et je communique l'info aux personnes de l'association.

Un lieu de soin

Le Refuge est un lieu qui répond à de multiples fonctions, à de multiples demandes. Mais il est bien évidemment avant tout un lieu de soin. Des permanences médicales sont assurées par la PASS (Permanence d'Accès aux Soins de Santé) de l'hôpital de Briançon, trois matinées par semaine ; Médecins du Monde est souvent présent les week-ends, et il est toujours possible d'emmener les personnes à l'hôpital en dehors de ces permanences-là, ou en cas de problème urgent. Des psychologues de Médecins du Monde sont aussi présents de temps en temps. Dans ce lieu, j'ai vu des mains atteintes de gale, des peaux toutes desséchées, de l'eczéma, des yeux irrités, des plaies de toutes sortes, des infections urinaires, des entorses, des fractures, des maux de tête... tant de maux de tête, des douleurs de dos, des addictions (alcool, Tramadol), des troubles psychiatriques, des douleurs dentaires. Je me souviens de ce jeune homme me parlant de son mal de dent. Je me souviens qu'il m'a dit en souffrir depuis la Libye ; je n'osai imaginer depuis combien de mois. Il l'avait signalé dans le camp italien où il avait séjourné. Quand je lui ai demandé si il avait été traité pour cela, en Italie, il m'a répondu : « Ils nous donnaient ça ». Il sort de sa poche un sachet d'anti-inflammatoire dont il déposait la poudre directement sur sa dent pour se soulager... Ce jeune a été vu par un dentiste de l'hôpital de Briançon, et son abcès a été traité. Ces douleurs dentaires, qui font souffrir ces personnes pendant des mois et des mois et les empêchent de dormir, ne sont pas isolées. C'est un type de récit que j'ai entendu de nombreuses fois, tout comme le fait qu'en Italie la prise en charge médicale se résumait souvent à donner des anti-douleurs.

Je me souviens aussi de ces problèmes de peau, sur les jambes, sur le bout des doigts ; des plaies parfois infectées, dont les personnes nous ont dit qu'elles avaient toutes commencé sur la route des Balkans, dans les forêts. De nombreuses personnes avaient les mêmes lésions sans que l'on comprenne bien si elles avaient été provoquées par des insectes ou par des plantes. J'ai revu il y a quelques semaines, dans un camp de MNA (Mineurs Non Accompagnés) à Lyon, exactement les mêmes piqûres, sur le pouce d'un jeune garçon afghan, qui m'a lui aussi dit que cela avait commencé sur la route des Balkans : « jangal » m'a-t-il dit en me montrant les arbres (un bois, une forêt se dit « *jangal* » en pashto comme en persan. C'est ce qui a donné, de façon erronée, le mot *jungle*, pour désigner le camp calaisien.)

Je pense aussi à cet homme afghan, la trentaine, à qui je pose les questions habituelles de l'accueil (son ami traduit). Il est plutôt loquace, et à la toute fin de l'entretien, je ne sais plus

comment, il finit par me dire que, oui, il a mal à cet endroit-là. Il me montre un pansement sur sa jambe. Je lui demande s'il veut bien l'enlever pour que je me fasse une idée. Il accepte et ôte le pansement. Je vois une méchante plaie toute jaune, terriblement infectée. Je trouve tout de suite une bénévole avec voiture pour le conduire à l'hôpital. L'infection avait commencé à remonter dans la jambe, les lignes bleuâtres et noirâtres de début de gangrène étaient visibles. Il a passé plusieurs jours à l'hôpital après avoir été opéré en urgence. Il ne parlait pas un mot de français ni d'anglais. Et n'avait plus de téléphone. Quel ennui, quelle solitude, et quelle patience de la part des équipes de l'hôpital qui prennent en charge ce genre de situations. En tant que bénévole, c'est forcément un moment où l'on éprouve une certaine satisfaction, le sentiment d'avoir pu être véritablement utile en ne laissant pas cette personne continuer la route, vers les rues de Paris, ou de Calais, avec sa dangereuse blessure. On a aussi le sentiment d'avoir « fait le job », d'avoir permis à cette personne de dire ce qui n'allait pas, d'avoir créé un espace de parole, malgré le monde, l'agitation, le va-et-vient permanent du Refuge, du bureau d'accueil.

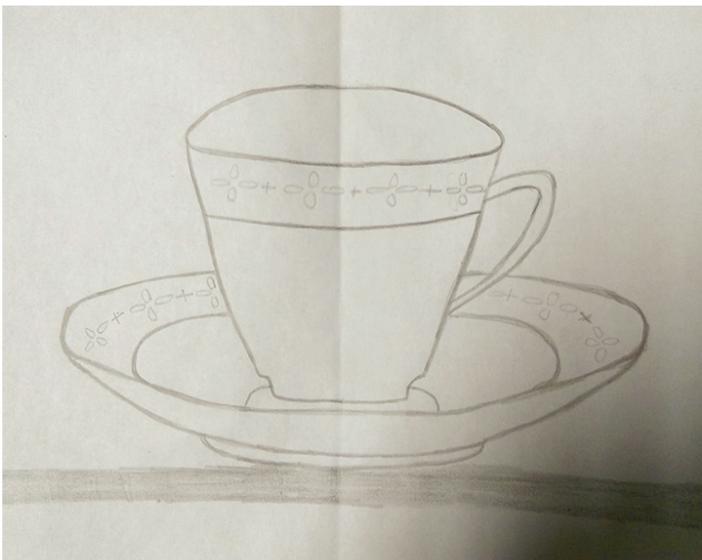
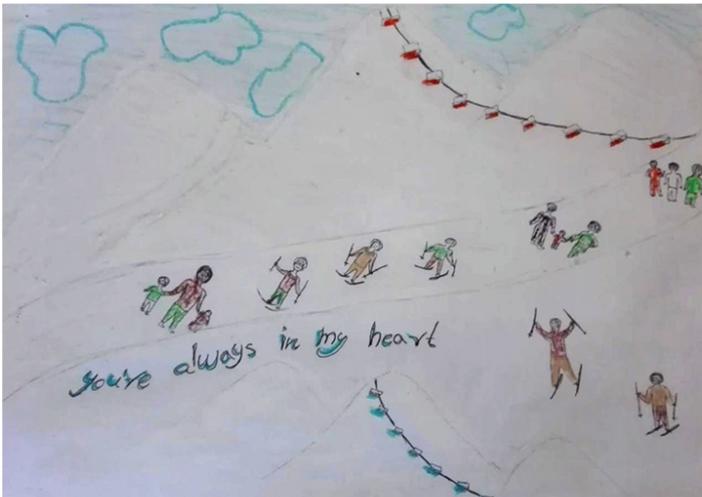
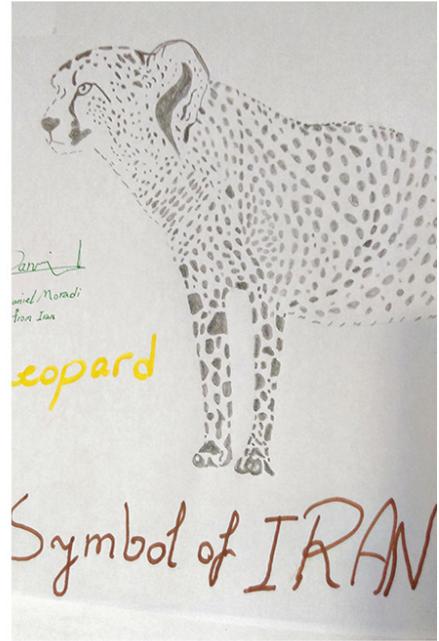
Bien évidemment, avec la traversée par la montagne, les gelures sont notre première préoccupation lorsque les personnes arrivent, de jour comme de nuit. En effet, le temps d'intervention, sur une gelure, est primordial pour éviter les lésions graves. J'ai vu arriver des personnes avec des chaussures complètement gelées, et il nous a fallu couper les lacets au couteau pour pouvoir déchausser un jeune homme afin de traiter ses pieds avec les précautions anti-gelures : tremper tout doucement et peu à peu les pieds dans une eau entre tiède et chaude, additionnée de Bétadine. À cette époque, nous étions nous, bénévoles et permanents, les personnes qui devons gérer ce genre de choses, surtout de nuit. Nous appelions le 15 si la situation nous paraissait trop grave. Mais depuis quelque temps, MDM (Médecins Du Monde) intervient lors des maraudes nocturnes de Tous Migrants, et la prise en charge des gelures, de l'hypothermie, est faite dans la montagne. Les personnes sont donc conduites directement à l'hôpital si le diagnostic l'impose.

Un moment bien particulier

Lors de l'entretien d'accueil, ces moments de parole dans le bureau, certains besoins précis peuvent s'exprimer : plus de chaussures, besoin d'une veste, d'un bonnet, etc. J'essaie après l'entretien de trouver au vestiaire, ou de faire trouver par quelqu'un d'autre, ce qu'il faut, au

mieux. Je fournis quand il y en a une carte SIM française. Ce moment d'accueil est à la fois assez formel (tâches précises à effectuer, toujours les mêmes), et privilégié. Selon la façon dont la « relation » s'engage, et selon l'approche de l'accueillant, mais aussi de l'accueilli, ce moment peut-être un moment de simple échange d'informations, de rires, de complicité, ou un moment où l'on ressent la grande vulnérabilité de certaines personnes. Très déprimées, certaines personnes pleurent durant l'entretien (très rarement), elles paraissent profondément seules, perdues, le regard baissé, vague, ne comprennent plus grand-chose à où elles sont, ce qu'elles ont à faire pour continuer, pour bien faire. Certaines sont sur la défensive parfois. Très vite, dans cette situation, se pose la question de la place que j'occupe. Qu'est-ce que je fais face à ce monsieur qui n'a plus un euro en poche, téléphone volé, ne sait pas lire le français, est seul sur la route (sans amis ni frères) et pleure lors de l'entretien en me parlant des prisons libyennes ? Ce jour-là, je pleure avec lui dans le petit bureau, ce n'est pas un choix de ma part, mais je suis emportée. C'est très clairement par contagion émotionnelle. Je lui prends la main, ça c'est vraiment un choix de ma part, comme pour prendre acte de sa douleur et être présente pour lui dans ce moment. On pleure ensemble, un tout petit peu, puis il se reprend et s'excuse. Je lui dis qu'il n'y a aucun problème, qu'il n'a pas à s'excuser, que c'est ok, et je lui propose de voir le médecin pour parler de sa tristesse, de ses angoisses. Il accepte et voit le médecin plus tard. Je le revois dans les couloirs ensuite, on se sourit. Le jour de mon départ du Refuge je vais lui dire au revoir dans la salle des repas, je lui souhaite bonne chance, il me remercie, on se sourit à nouveau.

« Mais partager la souffrance d'une personne calme-t-il sa douleur ? Certainement pas. Ce qui fait du bien, c'est l'espoir d'un soutien par l'abaissement du seuil de solitude qu'induit toute souffrance. » (GOUNONGBE Ari, *Fatigue de la compassion*, Paris, Souffrance et théorie, PUF, 2014, 266 pages)



Dessins réalisés au Refuge par des personnes en exil, Briançon © Chloé Peytermann



Dans le couloir du refuge, Briançon © Chloé Peytermann



Refuge de Briançon, instants © Chloé Peytermann

Les questions qui émergent

Lorsqu'on reçoit ainsi la souffrance de l'autre, qu'on l'accueille, entre-t-on de fait en relation ? Lors de ces entretiens, une forme d'intimité peut s'instaurer. Intimité est-il le bon terme ? Une sorte de début de lien en tout cas, où, en tant qu'aidante, je peux me sentir investie d'une responsabilité (auprès de moi ? de lui ? de la société ?). J'entends la souffrance, ou au moins la solitude de l'autre, et naît le désir, profond, en moi, que je connais bien désormais, d'être une sorte d'ancrage pour lui. D'où vient ce désir ? N'appartient-il qu'à moi ? Est-il construit par la morale ou parle-t-il d'un besoin plus personnel, intime, de sauver l'autre ? D'exister aussi peut-être auprès de l'autre ? Qu'est-ce qui me fait ressentir ce désir d'être un point d'ancrage ? Qu'est-ce qui me fait « faire du souci » pour cette personne que je ne connais pas ? Qu'est-ce qui, dans ce moment de compassion, fait que je me sens engagée auprès de cette personne ? Est-ce que j'entre à cet instant dans une éthique de la responsabilité, qui me transforme en personne ressource pour cet autre ? Dans quelle mesure est-ce réellement un choix conscient de ma part ?

« Je me demande si elle ne faisait pas, à sa manière, allusion à la compassion, dans notre langue maternelle, le *fon*, qu'elle manipulait avec précision. Voilà qui me renvoie aux origines de ce mot pour découvrir effectivement, non sans étonnement, le lien étroit entre souci et soin. Le Dictionnaire historique de la langue française explique qu'en ancien français 'soin' apparaissait alors sous deux formes : *soign*, qui, par exemple dans la locution *avir soign* signifiait 'se soucier de, s'intéresser à'. Emprunté au francique *sun(ni)* qui donna en latin tardif *sonium*, il prend le sens de 'souci', de 'chagrin'. La seconde forme, *soigne*, prend en 1200 le sens de 'pensée qui occupe l'esprit'. Progressivement, il signifiera 'être en peine de, se préoccuper de'. Répondre à une sollicitation, fût-elle silencieuse, d'un être nécessitant soin, et, par là, créant soucis, évoque pour le latiniste *sollicitare*, racine latine des verbes soucier et solliciter. »
(GOUNONGBE Ari, *op.cit*)

Les mots d'Ari Gounongbe nous rappellent ces liens entre le soin et le souci. Je crois que je vois ce moment dans le bureau, et au Refuge, comme étant déjà, dans une certaine mesure, un moment de soin ; car je me rends disponible pour être à l'écoute de l'autre.

Lorsque je vois cette personne devant moi, notamment venue d’Afrique, je sais qu’elle a très certainement vécu la route par le désert, la Libye, la Méditerranée. Lorsqu’elle est afghane, iranienne, je me doute qu’elle a cheminé sur la route des Balkans. De par mon intérêt pour la question migratoire depuis des années et mon expérience de programmatrice depuis 5 ans d’un événement sur les questions de migrations (films, lectures, presse écrite, radio, tables-rondes), je suis très informée sur ces routes, du fait de la veille que j’effectue tout au long de l’année. J’ai en tête les violences, les humiliations, les prisons, le désert, les viols, la traversée en bateau, les chiens, les barbelés. Je ne suis pas neutre par rapport au parcours probable de cette personne qui se trouve face à moi, je projette forcément sur elle des choses que je sais, ce qui me rend d’autant plus sensible à sa situation. A cet instant, dans le bureau, je crois pouvoir, par mon écoute, mon aide, mon investissement, faire (ré)-exister cette personne car je prends en considération sa situation actuelle, mais aussi sûrement le passé que je crois connaître de lui.

« *Nebenmensch* est au sens littéral l’être humain à côté, à proximité, celui qui permet au sujet de faire partie d’une communauté humaine car une place lui a été faite. Freud explique qu’en interprétant ce qu’il manifeste, en lui témoignant attention, le prochain est celui qui permet au sujet l’accès à une reconnaissance, à la 'compréhension mutuelle' et aux 'motifs moraux'. Le prochain est finalement celui avec qui il devient possible de faire société. Différent du lien à un semblable (Lacan, 1986), le lien avec le *Nebenmensch* est un lien qui vient questionner les fondements de l’appartenance à l’humanité et du droit à une vie libre en un lieu socialement reconnu et symboliquement organisé que cette appartenance suppose. »

(BALIGAND Pascale, 'La demande d’asile. L’attente du lieu d’un lien social ? *Topique*, 2013/1, n° 122, 9 pages')

Est-il possible d’être ce *Nebenmensch* dans un lieu d’accueil d’urgence où les personnes ne font « que passer » ? Comment faire avec cette temporalité courte qui pourtant, parfois, contient une telle intensité ?

« La première expérience de satisfaction instaure, en effet, un dehors localisable qui ouvre pour le sujet la voie à des possibilités d’ancrage dans l’espace et d’investissement de nouveaux lieux (Baligand, 2013). Spukme (bénévole) incarne

ici le prochain ou *Nebenmensch* (Freud, 1896), celui avec qui un premier lien peut s'établir, l'être humain à côté, à proximité, celui qui permet au sujet de faire partie d'une communauté humaine, car une place lui a été faite (Baligand, 2013). L'existence d'un point de repère dans un espace inconnu et l'intéressement à la personne par des présences qui parlent leur langue maternelle, répondent aux besoins des demandeurs d'asile. Ainsi nous pouvons affirmer que dans la première relation d'aide entre les bénévoles et les nouveaux arrivants, les attentes réciproques coïncident et jettent les bases de l'alliance symbolique entre les deux. » (CARBONE Francesca, SAROT Adeline, MORO Marie-Rose, 'Le besoin des autres', La pensée sauvage, L'autre, 2019, 8 pages)

Ce moment d'accueil au Refuge, où une relation peut se créer, où cette personne est prise en considération, écoutée, où l'on essaie de lui redonner une place, et de répondre à ses premiers besoins, avec bienveillance et si possible bonne humeur, nous met nous, aidants, dans une position qui peut s'avérer difficile car si elle s'est ouverte à nous, sentie accueillie, entendue... que faire ensuite de cette « alliance symbolique » ? Comment couper ce lien ? Serait-ce « l'exclure » à nouveau ? Comment assumer cela ? Qui suis-je devenue pour elle dans ce moment, moi qui me suis intéressée à sa personne ?

C'est pourquoi j'ai parfois donné mon numéro, maintenu le contact avec certaines personnes, que j'avais reçues en entretien d'accueil, ou que j'avais rencontrées dans le refuge, lors d'un repas, d'un café. Ce moment « d'accueil d'urgence » n'en est pas moins un moment de relation, de lien, notamment du fait de la grande disponibilité dans laquelle, nous, bénévoles venus de loin, engagés quelques jours ou semaines au Refuge, nous nous mettons. Et face à ces personnes si loin de chez elles, de leur famille, déracinées, désaffiliées, et ayant subi pour certaines de telles humiliations et violences, il est parfois complexe de rester dans la temporalité de l'urgence. Je me suis résolue à le faire, lors de mes dernières semaines de bénévolat : je me suis refusée à prendre des contacts, à donner mon numéro. Car je savais que je ne serai pas capable d'être « là », vraiment là, pour chacune de ces personnes, faute de temps, d'énergie, de disponibilité, émotionnelle aussi. Mais ce réflexe lucide, de « survie », n'est venu qu'après quelques séjours au Refuge, quand on comprend que les arrivées sont un mouvement permanent, que tous les jours de nouvelles personnes arrivent, et que l'on sera bien évidemment incapable sur le long terme de prendre soin de chacune, et peut-être même pas de quelques-unes. C'est un cheminement intime, qui nous pousse à nous protéger un peu pour éviter l'épuisement. On touche ici de front la question du bénévolat. En effet,

j'interviens dans des accueils non institutionnels. Au Refuge mon rôle est à l'accueil, mais très peu de cadre délimite mon action. Rien ne m'empêche de rester en lien avec ces personnes, de devenir amie avec eux, de donner mon numéro, de prendre et donner des nouvelles ensuite. Au contraire, dans une institution sociale ou une ONG, les salariés s'appuient, je crois, sur un cadre, un contrat, un cahier des charges de leur mission, des objectifs, et surtout des règles éthiques qui sont là pour « baliser » leurs relations aux personnes prises en charge. Dans un lieu comme le Refuge, ou dans les associations citoyennes, les collectifs, les squats, les maisons d'accueil... c'est à chacun de se débrouiller. On est projeté dans la réalité de l'urgence, de la précarité, de la galère, de l'inter-culturalité et... on navigue à vue. Aucune limite claire n'est posée : c'est à chacun de gérer le relationnel, l'émotionnel, de savoir où son action (collective mais aussi personnelle) commence et surtout où elle s'arrête. C'est sans aucun doute ce qui en fait des lieux si étonnants, avec des rencontres si fortes ! Mais combien de personnes bénévoles épuisées, excédées, découragées, ou au contraire boulimiques de travail, « avalées » par le lieu, la tâche, en perte de contrôle, j'ai vu dans ces lieux. (Après l'avoir vécu personnellement par moments). Cela pose la question non seulement du recrutement (qui s'oppose au « vient qui veut »), mais aussi de la formation des bénévoles. Comment « briefier » un bénévole qui arrive pour la première fois dans un lieu comme le Refuge ? Comment lui faire comprendre la complexité de sa tâche d'accueillant, les limites de cette tâche, les dangers du sur-investissement, du sentiment de sur-puissance, le travail sur soi que demande l'acte de « renoncer » à vouloir aider chacun, à vouloir solutionner chaque problème ? Dans ces lieux, deux réalités humaines se rencontrent : des bénévoles pleins de bonne volonté, se rendant ultra disponibles, surtout les non-locaux qui viennent sur des séjours de quelques jours ; des personnes en exil en besoin de solutions, et souvent (ceci expliquant cela ?) d'attaches. Quand aucun cadre n'existe, pour nous aider à poser les enjeux et nous protéger, la relation peut être problématique, et porteuse de souffrance, de part et d'autre.

Il y a quelque temps, j'ai passé une seule journée en soutien sur un campement de MNA (Mineurs Non Accompagnés), dans un parc à Lyon (mis à l'abri par un collectif, suite à leur déminorisation, le temps du recours devant le juge). J'ai aidé deux jeunes venus de Guinée Conakry à faire leurs exercices de FLE (Français Langue Etrangère). Abdou, au milieu de ce temps de dictée, a sorti son téléphone pour me montrer une photo, en me disant « Tu vois, c'est mon oncle ». Sur cette photo, que j'ai à peine aperçue avant de détourner mon regard, on voyait un homme noyé, dans cette position si particulière, le dos flottant à la surface de l'eau

et le T-shirt bombé. Cette fois-là j'ai su dire : « Je suis désolée Abdou, mais là, maintenant, je ne souhaite pas voir cela. C'est trop difficile. Excuse-moi. On va continuer le français. » Je savais que je repartais le soir même, que je ne souhaitais prendre aucun numéro de téléphone, ne rester en lien avec aucun de ces jeunes. Je ne voulais pas entrer dans l'intimité et la douleur qu'Abdou a vécue en Méditerranée. Je voulais être là, entièrement là, pour ce cours de français, pour jouer aux cartes, sur un laps de temps défini. Dans un moment comme celui-ci, c'est toujours cette question de la place et de la distance qui se pose. Est-ce que « j'entre » ou pas, dans cette écoute, cette intimité, qui peut-être m'engagera auprès d'Abdou. Aujourd'hui je me demande même si ce jeune en agissant ainsi, n'était pas dans une stratégie de survie? En me montrant cette photo, peut-être espérait-il « m'attacher » à lui, me lancer un appel à l'aide ? Me faire entrer dans le souci, le soin, de lui ?



Avec les mineurs isolés, au squat Le Chemineur, à Lyon © Chloé Peytermann

Au Refuge, j'ai parfois voulu, par moments, « juste » faire des lits, couper des oignons, déboucher l'évier, nettoyer les toilettes, ranger le vestiaire, même si deux heures plus tard il sera à nouveau en plein bazar. Pourquoi ? Pour me protéger un peu de l'émotionnel, de l'engagement et de l'imbroglie de l'accueil. En fait, pour obtenir un résultat tangible et immédiat : oui les oignons sont coupés et seront mangés, oui les lits sont faits et serviront à quelqu'un ce soir. La situation des personnes accueillies est souvent si tendue : pas d'argent pour continuer, pas d'idée de la ville où aller, le Western Union qui bloque, il y a une erreur dans le nom, le contact ne décroche pas son téléphone, des trains en grève, le site de FlixBus beugue etc. Et ce moment de rencontre engage parfois trop mon être. De plus, penser à toutes ces personnes qui se dirigent vers Paris ou Calais, tous les soirs, qui montent dans ce train de nuit, vous laisse démuni, presque coupable, car on connaît les conditions de vie terribles là-bas pour les personnes en exil. Au fil des mois, des années, depuis le début de mon engagement, la situation est devenue de plus en plus tendue à Calais et Paris, et aussi de plus en plus compliquée dans les autres grandes villes de France. A Marseille, Lyon, Bordeaux, Toulouse, les CADA (Centre d'Accueil pour Demandeurs d'Asile) sont pleins, le 115 est saturé, la file devant la SPADA (Service de Premier Accueil pour Demandeurs d'Asile) immense, les gendarmes agressifs, traquant les personnes migrantes. Nous, accueillants réguliers du Refuge, savons tout cela. Nous savons vers quelles difficultés se dirigent ces personnes. Il y a là quelque chose d'épuisant, qui parfois questionne sur le sens de tout cela, de notre action.

Dans un lieu d'accueil d'urgence, on fait la cuisine, on sert des repas, on fait le ménage, les lits, inlassablement, par centaines, on trie (on essaie !) les poubelles, on remplit des fiches, on débloque des cartes SIM, on cherche un bus, on soigne les fractures, les brûlures, les plaies infectées, le mal de ventre, les migraines.

On prend un café, on joue aux cartes, on fait un dessin, on rit, on parle.

On danse parfois.

Puis, la personne reprend la route.

Et de nouvelles personnes arrivent.

On recommence.

« L'accueil est largement géré par la mise en place de structures extraordinaires, répondant à l'appel confortable et fascinant de l'urgence permanente (Dal Zotto, 2015). » (CARBONE Francesca, MORO Marie-Rose, *op.cit*)

Oui, il y a quelque-chose qui peut paraître confortable et fascinant dans l'accueil d'urgence. Il y a des besoins matériels : la faim, le sommeil, la douleur physique, on y répond par les repas, les lits, les draps propres, la présence d'infirmiers. C'est essentiel, mais ce n'est pas tout. Les personnes ne sont pas censées rester au refuge, elles doivent continuer leur route. On peut donc, peut-être, se « cacher » derrière cette exigence de l'accueil d'urgence, (ô combien nécessaire), l'idée du « temporaire » et ne pas entrer en matière sur la suite...

Je me souviens d'avoir été ébranlée par les propos tenus par un bénévole à propos des jeunes gens vivant Chez Marcel (squat de Briançon hébergeant au long cours des hommes essentiellement venus d'Afrique de l'Ouest, en demande d'asile ou déboutés). Des propos qui jugeaient ces jeunes, considérant qu'ils ne faisaient rien pour s'intégrer, avancer. C'est un lieu où la consommation de cannabis est quotidienne et l'addiction à l'alcool, pour certains, une réalité inquiétante. Un lieu violent parfois, en effet. Mais pour moi, les hommes qui vivent Chez Marcel...sont certaines personnes que l'on accueille au refuge...2 ans plus tard ! Mais ils vivent dans un lieu que je définirais comme une mise à disposition, sans réels accompagnement social, médiation culturelle, soutien psychologique. Dans l'accueil d'urgence, il est facile de rester dans cette image du « bon accueilli », qui apprendra le français, trouvera un travail, construira sa vie ici. En effet on passe très peu de temps avec ces personnes, elles sont encore « en route », en mouvement. Elles ne se posent pas. Mais elles le feront un jour, et les conditions d'accueil/de mauvais accueil/de non-accueil dans lesquelles elles seront, auront un impact sur leur façon d'appréhender leur intégration. Répondre aux premiers besoins, urgents, est bien différent d'accueillir et accompagner, une personne sur le long cours. Là, d'autres grandes difficultés se font jour, auxquelles je me suis confrontée en accompagnant à distance des personnes et en hébergeant en logement citoyen pendant 2 ans un jeune homme venu du Sénégal.

Quand on entre dans le temps long

Entrer véritablement en relation, et donc poursuivre et entretenir ce lien, je l'ai fait avec Aliou (Sierra Leone), Mohamed (Sierra Leone), Souleymane (Sénégal), Keba (Gambie), après les avoir rencontrés au Refuge de Briançon.

Mais avant cela, je suis entrée pour la première fois dans une démarche d'aide au long cours, sans vraiment le savoir, lors de ma rencontre dans la rue avec Cellou, jeune garçon de 16 ans durant une distribution de nourriture par Utopia 56, à Paris, en 2017. Pendant cette distribution, une scène très particulière a eu lieu. Un homme exilé a fait une sorte de crise de fureur, prenant à partie une bénévole. Il s'exprimait dans sa langue, incomprise par beaucoup, et surtout par nous, les aidants. Il criait puis a soulevé son pantalon, découvrant des cicatrices de brûlures immenses sur ses jambes. J'observais cette scène, abasourdie et inquiète à l'idée de la façon dont les choses pouvaient tourner, soucieuse pour la bénévole agressée verbalement et me demandant comment on pouvait aider cet homme en immense souffrance, proche de la crise de folie me semblait-il. C'est à ce moment-là que le jeune à côté de moi m'a parlé : « Il craque, il est fou ». Cellou et moi sommes entrés en discussion de cette façon, car nous vivions ensemble cette scène dramatique. J'apprends que c'est son deuxième jour à Paris, qu'il est seul, qu'il a dormi à la rue. Ses propos confirment mon impression : il est mineur. Je me renseigne auprès d'Utopia 56 sur la marche à suivre, et je l'emmène au DEMIE, Dispositif d'Evaluation des Mineurs Isolés Etrangers, pour que sa minorité puisse être évaluée. Dans le métro, Cellou m'explique que sa sœur, enceinte suite à un viol en Libye, s'est noyée en Méditerranée pendant leur traversée. Il me montre quelques photos d'elle, au pays. J'apprends aussi que c'est sa grand-mère qui les a élevés, qu'il est toujours en lien avec elle en Guinée. Au DEMIE je suis mise dehors par la femme qui est à l'accueil du lieu. Dans la même journée pluvieuse, nous avons aussi été mis hors d'un lieu d'accueil de jour, car Cellou étant mineur, la personne présente a remarqué sa jeunesse, il n'avait donc pas le droit d'être là... Au sec mais en danger au milieu des adultes, alors qu'il venait d'être considéré comme majeur par le DEMIE! J'essaie d'expliquer cette situation incompréhensible à Cellou... Pour ma part, j'ai par la suite été mise dehors des bureaux de la SPADA à Marseille, où j'accompagnais un adulte gambien... les aidants ne sont pas les bienvenus dans ces lieux. Lors de cette longue journée parisienne, Cellou, lui, attend à l'intérieur du DEMIE avec tous les autres jeunes. Pendant ce temps, je vais lui acheter un petit téléphone, que je lui fais remettre par le vigile. J'attends dans un café. Il sort enfin : refus de minorité, on lui a donné la feuille qui explique qu'il peut faire un recours juridique. Document rédigé en français, et remis à un jeune homme ne sachant pas lire cette langue. Je l'emmène dans une association qui accompagne les jeunes pour les recours devant le juge des enfants, on y passe une bonne partie de la soirée. La nuit est là, je suis fatiguée, Cellou aussi bien sûr, nous prenons un taxi, et la mort dans l'âme je le dépose à la Chapelle où il a une tente et ses affaires. Ce qui a changé ? Il a maintenant un téléphone et mon numéro dedans. Je peux l'appeler, il peut

m'appeler si je lui mets du crédit sur sa puce. Ce fameux lien, qui est tout petit et beaucoup à la fois. Tous les jours je prends des nouvelles, je l'appelle. Je me fais du souci, bien sûr, pour ce jeune, je dois lutter pour ne pas trop me laisser envahir par l'inquiétude, pour ne pas trop anticiper tout ce qui pourrait lui arriver. Je vis loin de Paris, je tente de prendre soin de lui à distance. Il passe plusieurs jours à la rue, en s'abritant souvent en journée dans les bibliothèques comme beaucoup de personnes en exil. Il retente d'être minorisé, dans différents lieux, à la Bulle de la Chapelle notamment. Il finit par être mis à l'abri dans un hôtel, en lointaine banlieue parisienne. Sans argent, sans tickets de bus, sans éducateur, sans cours de français. Le seul adulte présent est le tenancier de l'hôtel, qui fait bar le soir, les jeunes y sont donc sous couvre-feu à partir de 20h, dans leur chambre. Il y reste des semaines, jusqu'à se décourager tout à fait. « Je suis pas venu en Europe pour manger et dormir », « Affaire de minorité là, c'est pas bon ». Après des mois de galère parisienne, il quitte la France pour l'Allemagne. (Lire annexe 3)

« La compassion, parce qu'elle procède d'un co-sentir, est une force dévouée ; elle a la particularité de mettre en mouvement. » (GOUNONGBE Ari, *op.cit*)

« Si la compassion est un affect, elle n'est pas simplement une passivité, elle est une *capacité* qui révèle des *capacités* : affect suscité par autrui, elle vise la relation, se met dans les actes. » AGATA ZIELINSKI, La compassion, de l'affection à l'action, S.E.R, *Etudes*, 2009, 10 pages.

Cette mise en mouvement, en action, dont parlent Ari Gounongbe et Agata Zielinski, je l'ai vécue lors de cette journée avec Cellou. Qu'est-ce qui me fait acheter un téléphone, donner mon numéro dans cette situation ? Qu'est-ce qui me pousse à « m'engager » ainsi ? La jeunesse de Cellou bien sûr, sa solitude évidemment, le fait qu'il ne lise pas le français, ni ne l'écrive, qu'il soit si démuné ; la grande incompréhension du système administratif dans lequel il est projeté, ma culpabilité aussi sûrement, que je ressens quand je vois comment ma société traite ces personnes. Je vois son visage d'enfant, je le vois comme une victime potentielle de la violence de la rue, des réseaux, des adultes malveillants, du froid, de l'immense tristesse. Je projette l'idée qu'il n'a pas les codes pour comprendre ce qui lui arrive et se défendre. Expliquer est sûrement l'activité par laquelle on croit, en tant que solidaire, pouvoir être utile. C'est une illusion parfois, car expliquer est une chose, se faire comprendre, ou être entendu en est une autre, quand on est face à des personnes aux schémas de pensée très différents des

nôtres. De plus, comment justifier l'indignité, l'irrespect dont l'Etat fait preuve ? Se mêlent dans ces moments-là des aspirations très profondes, comme ce désir d'être un ancrage affectif, un repère, une épaule, (« panser » la solitude, l'isolement) mais aussi un « informateur », un aidant, qui « oriente » tant soit peu. Là encore, quelle place je prends ? Quelle place je crois prendre ? Quelle place est ce que je prends aux yeux de Cellou, moi femme blanche, française, lui, jeune garçon guinéen isolé ? Suis-je comme une maman, une tante, une sœur, une amie, une assistante sociale ? Qu'est-ce qui me rend si disponible à ses yeux ? Si dévouée ? Comment Cellou peut-il interpréter, comprendre mon énergie, mon investissement ?

Aliou

J'ai rencontré Aliou en mars 2018, lors de mon premier séjour au Refuge de Briançon. Je l'ai reçu à l'accueil, après sa traversée de la frontière. C'est une personne souriante, dont je ne pressens pas particulièrement la détresse à ce moment-là, qui parle facilement en français. Avec mon amie Marianne, qui fait aussi l'accueil, nous échangeons un moment, rions avec lui, et apprenons qu'il veut se rendre à Limoges, rejoindre un contact. Aliou vient de Sierra Leone. Lorsque je le rencontre dans ce bureau, c'est son premier jour en France, il a 23 ans. Il m'explique avoir quitté son pays enfant, à 7 ans, après que ses parents ont été assassinés quand il en avait 4. En parlant, Marianne pense à une de nos collègues, céramiste, installée à Limoges. On se dit que cela vaudrait le coup de l'appeler, serait-elle partante pour être un relais là-bas pour Aliou, le rencontrer, et l'aiguiller un peu ? On appelle Marie, et par chance, elle est tout à fait partante. Il part donc à Limoges, avec mon contact téléphonique, et je le mets en relation avec Marie.

Depuis, Aliou a parcouru tout le chemin, ou presque, du demandeur d'asile. Il a déposé sa demande d'asile, a été placé en procédure Dublin, s'est vu remettre le billet pour l'Italie, suite à cela, il a fait le sous-marin pendant 18 mois, puis est entré en procédure normale, en attente de l'entretien OFPRA (Office Français de Protection des Réfugiés et des Apatrides), sans bénéficiaire, pendant de longs mois, du rétablissement des conditions matérielles d'accueil, du fait de sa « fuite ». Aliou, même au début de son processus de demande d'asile, n'a pas obtenu de place en CADA. Il a donc été, durant plus de 2 ans, porté par les personnes solidaires qui l'entouraient : Marie et moi, et depuis un an et demi, Solange, juriste, très engagée dans l'accueil des personnes en exil. Il est aussi porté par sa foi musulmane indéfectible, assortie d'un grand courage. Il a vécu la grande majorité du temps chez des

personnes de sa communauté qui l'hébergeaient dans des conditions sommaires, contre un loyer modique que nous assumions, avec également des périodes à l'hôtel, par le 115. Ces derniers temps, il a été pris en charge durant 11 mois par le Réseau JRS Welcome, en accueil citoyen dans des familles. Aliou a vécu pendant ces 3 ans en vivotant, grâce à nos dons, que ce soit de l'argent, de la nourriture, des produits d'hygiène, des habits, des chaussures, du crédit téléphone, un téléphone neuf, et grâce aux Restos du cœur. Il a heureusement toujours pu se soigner lorsqu'il en avait besoin, grâce à la CMU (Couverture Maladie Universelle), l'AME (Aide Médicale d'Etat) ou la PASS.

Aliou a été hébergé pendant plusieurs semaines chez une personne de sa communauté, à qui Marie et moi payions environ 30 euros par mois. Un jour, le locataire principal lui a demandé de quitter ce logement. Il a heureusement obtenu une place à l'hôtel par le 115. Le jour où Marie est allée chercher Aliou dans l'appartement qu'il devait quitter, elle a compris qu'il y dormait à peu près par terre, qu'il y souffrait du bruit jusqu'à très tard le soir, que les autres hommes vivant là prenaient Aliou pour leur homme de ménage, et qu'ils lui reprochaient de ne pas rapporter assez de nourriture des Restos du Cœur (nourriture censée être pour lui...). Quand Aliou s'est installé à l'hôtel il a été absolument ravi d'avoir une salle de bains et une chambre pour lui seul, tant lui avaient manqué le calme, l'intimité, la propreté, et le sommeil. Après que Marie m'eût expliqué tout cela, j'ai eu une longue discussion avec Aliou au téléphone. Je lui ai demandé pourquoi il ne m'avait pas informée du fait que les gens qui l'hébergeaient ne le respectaient pas. Il m'a répondu qu'il n'osait pas, car il savait que nous payions le loyer et ne voulait donc pas se plaindre. Il pensait aussi qu'il n'y avait pas d'autre solution d'hébergement, qu'il fallait donc faire avec. C'est, selon moi, un exemple très révélateur de la relation de dépendance, de soumission, d'auto-censure dans laquelle les personnes accueillies peuvent se retrouver, et demeurer, en raison de la peur, de la honte, même avec nous, aidants, qui croyons être à leur écoute. Malgré notre lien de confiance, malgré la bienveillance dont Marie, Solange et moi essayions de faire preuve, Aliou n'a pas réussi à se confier sur ses conditions de vie éprouvantes.

Grâce à la motivation, à l'écoute et à l'énergie de Solange avec qui il a écrit son récit OFPRA, Aliou a pu être pris en charge par Claire Mestre, psychiatre à Ethnotopies-Bordeaux, afin que soit posé un diagnostic plus précis sur ses troubles anxieux (syndrome post-traumatique), et qu'il obtienne un certificat destiné à l'OFPRA. Il est depuis suivi par un psychiatre de Limoges qui, au vu de son dossier, a écrit à l'OFII pour attester de sa vulnérabilité (dossier

MEDZO), et à notre grande surprise, et joie, l'ADA a été rétablie en partie. Après tout ce temps d'immense précarité, Aliou va retrouver un peu d'air, avec chaque mois un peu d'argent, à utiliser à sa guise. En juin 2021, il a finalement obtenu une place en CADA éclaté (colocations dans des appartements et non grand centre)... plus de 3 ans après son arrivée sur le sol français.

Don et contre-don

Avec Aliou, surgit souvent dans les conversations la question du don et du contre don. Il évoque souvent l'idée que ce que j'ai fait, ce que je fais pour lui, il ne l'oubliera jamais. Une fois où je le félicitais d'avoir réussi à faire renouveler sa carte de bus, alors qu'il ne lisait encore pas le français, il m'a dit : « Si on te gratte le dos, tu dois te gratter le ventre ! », m'expliquant qu'avec tout ce que l'on faisait pour lui, il devait faire tout ce dont il était lui-même capable. Il dit vouloir me « rendre » ce que j'ai fait quand il aura les papiers. Il dit : « A ce moment-là tu verras de quoi Aliou est capable » ; il parle même parfois de l'argent qu'il me donnera. C'est une situation inconfortable pour moi, évidemment, mais je sais aussi que cette notion de contre-don est quelque part inévitable, et que le « pourquoi » je fais tout ça est très abstrait pour lui. Chaque fois, j'essaie de lui expliquer que je fais tout cela pour que les choses soient un peu moins rudes pour lui ici, pour l'aider à faire respecter ses droits, pour améliorer un peu sa situation, en attendant la réponse de l'OFPRA. Pourtant, au fond de moi, je pense qu'Aliou sera débouté. En effet, très peu de personnes originaires de Sierra Leone obtiennent le statut, c'est un conflit trop ancien et un pays mal connu dans ses réalités d'aujourd'hui, notamment la présence des sociétés secrètes, même à la CNDA (Cours Nationale du Droit d'Asile). De plus, Aliou a quitté son pays il y a plus de 15 ans, et prouver que des menaces continuent à peser sur lui aujourd'hui me paraît très compliqué. Je me prépare, avec Marie et Solange, à continuer à l'accompagner en tant que sans-papiers. C'est la réalité avec laquelle nous devons négocier.

« Néanmoins, ces relations humaines, apparemment caractérisées par l'alliance et la compréhension mutuelle, sont affectées par un important déséquilibre à la base. Quelques bénévoles pensent agir dans la logique du ' don pur ' de Malinowski (Mahlins, 1976), parce qu'ils ne demandent rien en retour en embrassant la logique du bénévolat. D'ailleurs, il semble qu'ils considèrent que les conduites généreuses mettent en suspens la loi universelle de l'intérêt, alors qu'elles

satisfont l'intérêt sous une forme désintéressée, tendant à montrer qu'elles ne le satisfont pas (Bourdieu, 1976 :130). Cette asymétrie questionne les migrants : ' Chacun pense, comme moi, ceci n'est pas ma famille, ce n'est pas ma mère, ce n'est pas ma vraie sœur, pourtant elles viennent quand même dans la nuit pour m'aider, pourquoi ? '» (CARBONE Francesca, SAROT Adeline, MORO Marie-Rose, *op.cit*)

« Les personnes qui bénéficient de l'intervention d'un travailleur social s'interrogent sur le pourquoi. Pourquoi fait-il cela ? Qui est donc cette personne qui s'occupe de moi ? Dans la mesure où elles ne sont pas totalement envahies par la désillusion et où elles restent actives dans l'échange, elles se livrent à un travail herméneutique consistant à tenter de déchiffrer le sens des actes du professionnel, même et peut-être surtout ceux qui paraissent les plus anodins. Dévoilée par cette interrogation, vient se loger l'énigme de la question de l'autre : *Qui est l'autre ? Qui suis-je pour lui et qui est-il pour moi ?* Cette énigme est fondamentale pour tout être humain et se pose dans les relations de couple, de famille, d'amitié ou professionnelles... » (FUSTIER Paul, La relation d'aide et la question du don, in *Èrès, Nouvelle Revue de psychologie*, 2008, 12 pages)

Je me souviens de Keba, jeune gambien que j'ai essayé d'aider pendant sa demande d'asile. Nous étions dans l'appartement en CADA éclaté où il venait d'obtenir une place, après de longs mois de vie dans le squat Chez Marcel, et je proposai de lire avec lui le règlement intérieur, pour l'aider à comprendre les règles de ce lieu institutionnel, où la vie allait être bien différente de celle de son squat. Parti chercher ce document dans sa chambre, il se retourna vers moi et me dit, souriant : « Why are you so kind ? ». Au fond, je crois qu'il nous est impossible, à nous femmes aidantes, mais aussi militantes, souvent féministes, de toucher du doigt la vision que ces hommes ont de nous, de ce que l'on fait là, de ce que l'on cherche là. Il y a là un mystère autour duquel j'ai l'impression de tourner, inlassablement, depuis que ma vie s'est centrée autour de l'accueil. Ces rencontres, ces relations d'aide femme/homme, souvent femme blanche/homme noir, me semblent par moments comme bâties sur du sable. Non pas qu'elles soient fragiles, certaines durent depuis des années, mais il y a comme un espace d'incompréhension, de quiproquo, de confusion. D'inconnu, de création ? Un espace, une zone grise où chacune des deux personnes met ce qu'elle veut, ce qu'elle cherche, ce

qu'elle croit voir en l'autre, et où ce que chacune voit dans l'autre reste caché. Parfois comme une impression de double miroir sans tain.

« Bonsoir Chloé, meilleure Chloé, excellent Chloé, mon tout Chloé, mon père, ma mère, mon oncle, mon tante, mon tout tout tout, excellent meilleur Chloé. Ça va ? Ça va bien ? Ça va là-bas ? Et la journée s'est bien passée ? La maman avec ta sœur elles vont tous bien ? Toi aussi ça va beaucoup n'est-ce pas ? Dieu merci ! Voilà... c'est juste pour te faire bonnes salutations. Merci. » (Ecouter annexe 4)

Ce message vocal d'Aliou est comme un mantra, un rituel, qu'il me laisse chaque soir sur Messenger ou WhatsApp. Je crois que cet objet sonore parle bien de l'ancrage que nous devenons parfois, nous les aidants, pour ces personnes désaffiliées. Ce « mon tout » m'a fait peur au début. Je ne savais qu'en faire, tout comme du côté récurrent, quotidien, envahissant peut-être, de ce message vocal. Mais j'ai aussi vite compris que ce message était un rituel, une prière ? Comme un lien quotidien entre Aliou et moi, qui le rassure et calme un peu ses peurs, son chagrin, tout comme sa lecture, chaque nuit, du Coran. Cela rythme aussi ce quotidien du demandeur d'asile, fait de tant de vide et d'ennui.

« Il existe des situations rares et particulières qui font renaître l'illusion (comme si la déconstruction se manifestait alors *dans l'excès*). La personne carencée ressent alors *l'espoir* (autre mot du langage winnicottien) de retrouver dans une personne de rencontre une figure idéale merveilleuse et toute-puissante, émanation de l'imaginaire maternelle bienveillante dont il a été précocement privé. C'est à coup sûr une illusion, mais si le travailleur social se trouve à cette place-là dans un moment qui fait exception, c'est parce que quelque chose dans sa façon d'être ou d'agir a permis qu'il devienne, par externalisation de l'utilisateur, l'objet convoqué pour la réalisation d'un désir impossible. » (FUSTIER Paul, *op.cit*)

L'énergie que j'ai déployée pour aider Aliou, tout au long de ces 3 ans en France, cette relation au long cours, cette présence au bout du téléphone, cette fiabilité, m'ont fait devenir « son tout ». Selon moi, qui suis de plus en plus lucide, je crois, sur ce que je cherche dans l'aide : la relation à l'autre, on pourrait estimer que notre histoire « résout l'équation » don et contre-don, en tout cas en partie. J'ai aidé Aliou, il m'a fait confiance, je lui ai fait confiance, et nous avons continué tout au long de ce chemin, pendant des années, à construire notre relation. Il a rencontré ma sœur, ma mère, mon ami. Il dit que « son cœur est calme » quand

on se parle, ou quand il ré-écoute un de mes messages vocaux. Il trouve un soulagement, un refuge dans notre relation, qui repousse un peu ses angoisses profondes liées à son passé traumatique et à sa peur de l'avenir. Pour ma part, je trouve une forme de reconnaissance et de contentement dans le fait de défendre ses droits, de lui trouver des solutions (hébergement, nourriture, soin), de soulager un tant soit peu ses peines, et de tisser ce lien de confiance, de proximité où l'on apprend à se connaître. C'est une sorte de combat quotidien contre la politique de non-accueil de l'Etat, où en tant que simple citoyen on essaie de redonner humanité, respect, dignité à cette personne-là. Ce lien, ce fil, que je tisse au jour le jour avec Aliou, et dont je crois savoir que le rompre serait périlleux, car il me considère je crois comme un pilier de sa vie ici (j'ai pu voir combien il était inquiet une fois où il a cru, au ton de ma voix dans un message vocal, que j'étais fâchée contre lui) est une forme de résistance politique. Etre fiable, être là pour lui, abimé par son passé, et maltraité par l'Europe, par ma société, est une forme de révolte, de résistance. On essaie de pallier au non-accueil, à la prise en charge sociale si défaillante lorsque la personne n'a pas de place en CADA et que son seul interlocuteur est la SPADA. On essaie de maintenir un équilibre, un lien, pour pallier au manque de prise en charge psychologique d'une personne qui est pourtant en grande souffrance mentale. C'est bien évidemment gratifiant de se sentir utile, efficace parfois, ingénieuse, rebelle même, tout en essayant de respecter Aliou et de lui permettre de faire des choix éclairés dans les différentes situations qu'il affronte. C'est aussi bien sûr décourageant, rageant, affligeant, quand on est face à la machine Dublin, à la rigidité des préfectures, aux mécanismes incompréhensibles du 115, à l'incompétence ou au débordement de certaines administrations... Des choses très intimes et politiques se mélangent dans ce mouvement d'aide. On se sent tout à la fois, et selon les moments, « *No Border* », amie, assistante sociale, soutien psychologique.

« Que ce soit pour les personnes accueillies, hébergées, ou pour celles qui les ' aident ' ou les hébergent, les dimensions individuelles et collectives, intime et politique, de l'engagement se mêlent fréquemment et l'on passe ainsi progressivement d'une problématique éthique et politique de l'hospitalité à une question de politique publique, celle des dispositifs d'accueil. » (BABELS, *Hospitalité en France : mobilisations intimes et politiques*, Bibliothèque des frontières, Le passager clandestin, Paris, 2019.)

La juste place, les justes places ?

Aliou utilise souvent l'expression « le modèle que tu fais là » dans nos conversations téléphoniques pour parler de l'accompagnement que je réalise avec lui depuis plus de 3 ans. Il dit aussi « chaque chose qui se passe, je vais te faire savoir », « grâce à toi, je comprends comment ça marche ici », ou quand je lui explique quelque-chose : « c'est pour ça que tu es mon tout, toujours tu me mets en ligne ! Ce que je connais pas, je comprends ! ». On voit bien dans ces mots combien il est compliqué de garder une place juste, face à cette personne qui me fait entièrement confiance, et qui considère ma parole, mon jugement comme infaillibles. Il faut une vigilance permanente pour ne pas entrer dans la position de « sachant » et tenter de rester un conseil, un éclairer, et non pas un décideur « à la place de ». Souvent, régulièrement, il faut se redemander : dans quelle mesure j'entame sa liberté, je prends sa place ? Est-ce bien son intérêt, son bien-être qui prime dans ma réponse ? Je crois que le plus important est de ne pas rester seule, d'échanger avec les autres accompagnants, bénévoles, pour tenter de nous distancer de nos affects et de regarder les enjeux calmement. Solange et moi nous appelons toujours quand une situation compliquée se présente, quand une décision se révèle difficile à prendre, quand nous sommes un peu perdues entre notre place d'amie, de confidente et de solidaire auprès d'Aliou. Cela ne règle pas tout, nous restons avec des questionnements, mais nous essayons de créer un chemin respectueux et juste, avec lui, en zigzaguant dans la complexité que créent les manquements de l'Etat, les aberrations administratives, les stratégies SPADA/115/OFFII/squat/Restos du cœur/tickets repas/carte solidaire/compatriote hébergeur mais abuseur sur les bords/timidité d'Aliou/sa toute confiance dans nos dires...et pourtant, parfois, même nous, nous ne savons plus ce qui est bien !

No Border ?

Cet été, lors de la visite d'Aliou chez moi, il a évoqué la question des papiers, et j'ai donc tenté de lui expliquer dans des mots simples les conventions de Genève, les preuves de persécutions encourues aujourd'hui au pays, que l'on doit donner à l'OFPRA pour obtenir le statut de réfugié. J'ai essayé d'évoquer le fait que, peut-être, cela ne marcherait pas pour lui, en réponse à son « Si plaît à Dieu, j'aurai les papiers ». Là encore, c'est une place difficile à tenir, que de devoir être l'oiseau de mauvaise augure face à cette personne qui est arrivée en France il y a plus de 3 ans, qui est dans l'attente, en situation précaire, tant psychologiquement que socialement, depuis tout ce temps, qui construit tout autour de cet espoir du statut, et à qui je me permets de dire que, peut-être, cela ne marchera pas. Est-ce

légitime de ma part ? Qu'est ce qui est courageux, juste, dans cette situation ? Ne rien dire ? Laisser le temps passer jusqu'à l'entretien à l' OFPRA, puis le verdict ? Puis-je, au vu de la confiance qu'Aliou me porte, de notre relation particulière, me taire sur ce sujet ? Puis-je assumer la responsabilité de ne pas lui donner mon pressentiment sur cette question si cruciale ? J'ai préféré évoquer, dans des mots simples, quelques notions de ce fameux droit d'asile et mettre un tout petit peu Aliou en garde sur le fait que la réponse sera peut-être négative.

En tant que solidaire, nous sommes souvent, le plus souvent je crois, dans cette situation : aider des personnes arrivées ici dont on sait, que sauf « miracle », elles n'obtiendront pas le statut de réfugié ou la protection subsidiaire. On connaît les règles de l'OFPRA, au moins grossièrement, et on connaît le fameux hiatus « vrai réfugié *versus* migrant économique ». Et même si l'on sait combien cette différence ne fait plus sens aujourd'hui, avec le réchauffement climatique, avec les crises multiples dans le monde, nous savons bien qu'à l'OFPRA, « toi le jeune Gambien qui cherche une vie nouvelle, toi le jeune Sierra-léonais, toi le jeune Sénégalais qui a un métier en tension ici... non, tu ne relèves pas des conventions de Genève, et non, tu n'as pas, aux yeux de l'Etat français, ta place ici ». Et pourtant... nous aidons chacune de ces personnes. Nous trouvons des logements, nous louons des appartements, nous achetons des biens, nous ouvrons des refuges, des squats, nous distribuons de la nourriture, nous organisons des fêtes de soutien, des récoltes d'argent, nous obtenons des AME, nous aidons à scolariser des enfants, nous montons des dossiers de demande de régularisation en préfecture. Personnellement, je ne me définis pas comme une « No Border », ces militants d'un réseau transnational, investis dans les luttes pour la liberté de circulation et l'abolition des frontières... et pourtant ! Héberger un homme sénégalais sans papiers pendant deux ans chez soi, loger et accompagner une famille rom albanaise déboutée du droit d'asile depuis 16 mois avec son association, n'est-ce pas une remise en question de l'idée même de frontière ? Je crois que là encore, nous, aidants et bénévoles, naviguons entre diverses eaux. Dans cette aide inconditionnelle, nous vivons avec le paradoxe, nous l'assumons, nous l'incarbons. Il y a cette mise en tension : j'accueille et je défends les droits de celui qui n'est pas accueilli par mon Etat, qui ne répond pas aux règles établies par mon pays. Nous restons dans l'action, malgré la complexité. Nous tenons, bon an, mal an, les deux bouts.



Dans les rues de Briançon © Chloé Peytermann

Conclusion

Ce Diplôme inter-universitaire et ce mémoire m'ont permis de prendre le temps d'observer mes actions, de mettre en perspective plusieurs années de formes d'accueil différentes, de croiser des situations, des rencontres et de mettre des mots sur mes questionnements. Il a surtout confirmé pour moi une chose : oui, les questions sont les bienvenues. Oui, je crois qu'accueillir l'autre venu de loin pose beaucoup de questions, et je pense qu'il est sain de se laisser traverser par celles-ci. Avancer, agir, avec ses questionnements, ses paradoxes, ses non-choix, ses « non-réponses », personnelles et/ou collectives, est je crois notre quotidien de solidaire. Au fil de ces années d'accueil, j'ai appris à vivre avec la part de mystère que recèlent cet engagement, ces relations, et l'accepter me permet de le vivre un peu plus sereinement. Oui, malgré mes doutes, mes questions, je crois que je peux rester dans l'action, et accomplir ce travail d'aide. Je n'ai pas besoin de tout comprendre, tout maîtriser ; je peux essayer de faire cohabiter ces parties en moi, aide et réflexions, humblement. La réflexion ne m'empêche pas d'agir mais me permet de prendre du recul, d'observer d'un peu plus loin les situations et la place que j'occupe ou que je prends. Ces remises en question, qui sont un mouvement perpétuel, m'aident à garder une certaine distance face à mon action, mais ne me coupent pas de celle-ci. Cette réflexion se poursuit, au fil du temps, ne s'arrêtera sûrement pas, c'est une forme d'insécurité, l'insécurité du questionnement, mais c'est peut-être une force pour affronter les réalités parfois si rudes de l'accueil, pour les accueillir comme pour les aidants. Une force, aussi, pour éviter l'écueil des réponses toute faites.

Je tends à penser que ces questionnements habitent nombre d'intervenants investis dans les lieux d'accueil. Je pense que ces paroles doivent mieux émerger, prendre place, emporter les autres, créer le débat. Bien sûr, les conversations entre bénévoles ont lieu, de façon informelle, mais je crois ressentir une grande nécessité d'espaces de partage, de circulation de la parole, entre tous. Prendre ce temps-là, s'asseoir, se parler. L'analyse de ce que nous vivons, ressentons, faisons collectivement dans ces lieux, est pour moi nécessaire.

Pour davantage de respect des personnes accueillies, pour mieux prendre soin d'elles, ne faut-il pas prendre soin de nous ?

Ecouter ce que l'accueil nous fait.

BIBLIOGRAPHIE

Ouvrages cités :

- GOUNONGBE Ari, *Fatigue de la compassion*, Paris, Souffrance et théorie, PUF, 2014.
- BALIGAND Pascale, *La demande d'asile. L'attente du lieu d'un lien social ?* Topique, 2013/1, n°122.
- CARBONE Francesca, SAROT Adeline, MORO Marie-Rose, *Le besoin des autres*, La pensée sauvage, L'autre, 2019.
- ZIELINSKI Agata, *La compassion, de l'affection à l'action*, S.E.R, Etudes, 2009.
- FUSTIER Paul, *La relation d'aide et la question du don*, Erès, Nouvelle revue de psychologie, 2008.
- Babels, *Hospitalité en France : mobilisations intimes et politiques*, Bibliothèque des frontières, Le passager clandestin, Paris, 2019.

Ouvrages consultés :

- ARVEILLER, *Guide du bénévole social*, Eres, 2007.
- CABANES Bruno, *Un siècle de réfugiés*, Seuil, 2019.
- CATTANEO Cristina, *Nafragés sans visage*, Albin Michel, 2019.
- DAVIDE Enia, *La Loi de la mer*, Albin Michel, 2018.
- ETCHEGOIN Marie France, *J'apprends le français*, J.-C. Lattès, 2018.
- MACE Marielle, *Sidérer Considérer*, Verdier, 2017.
- GEMMENE François, *On a tous un ami noir*, Fayard, 2020.
- TERVONEN Tania, *Au pays des disparus*, Fayard, 2019.
- KRAFFT Raphaël, *Les Enfants de la Clarée*, Marchialy, 2020.
- SAVIANO Roberto, *En mer, pas de taxis*, Gallimard, 2021.
- SPOTTORNO , ABRIL, *La Fissure*, Gallimard BD.
- TURCKHEIM Emilie de, *Le Prince à la petite tasse*, Calmann-Lévy, 2018.

ANNEXES

Annexe 1 : Reportage radiophonique « Passer la porte », de Pauline Lemaire-Demaret et Chloé Peytermann, réalisé au Refuge solidaire de Briançon, en avril 2019. Durée 35 minutes.

<https://soundcloud.com/radiolaradio/passer-la-porte>



Au Refuge solidaire de Briançon, lors de la folle soirée du concours de chansons, pour notre reportage « Passer la porte », 2019, avec RadioLà.

Annexe 2 : statistiques du Refuge solidaire de Briançon.

Etat au 30 juin 2021 depuis le 1^{er} janvier 2018

| | Pays d'origine | Total | Majeurs | Mineurs | % de mineurs | % par pays |
|----|----------------|-------|---------|---------|--------------|------------|
| 1 | Afghanistan | 1084 | 758 | 326 | 30.07% | 11.52% |
| 2 | Afrique du Sud | 3 | 2 | 1 | 33.33% | 0.03% |
| 3 | Algérie | 180 | 173 | 7 | 3.89% | 1.91% |
| 4 | Angola | 2 | 2 | 0 | 0.00% | 0.02% |
| 5 | Bangladesh | 16 | 16 | 0 | 0.00% | 0.17% |
| 6 | Bénin | 24 | 15 | 9 | 37.50% | 0.26% |
| 7 | Brésil | 0 | 1 | 0 | #DIV/0! | 0.00% |
| 8 | Burkina Faso | 100 | 58 | 42 | 42.00% | 1.06% |
| 9 | Cameroun | 250 | 195 | 55 | 22.00% | 2.66% |
| 10 | Centre Afrique | 2 | 2 | 0 | 0.00% | 0.02% |
| 11 | Comores | 1 | 1 | 0 | 0.00% | 0.01% |
| 12 | Congo RDC | 12 | 9 | 3 | 25.00% | 0.13% |
| 13 | Côte d'Ivoire | 1487 | 941 | 546 | 36.72% | 15.81% |
| 14 | Egypte | 8 | 8 | 0 | 0.00% | 0.09% |
| 15 | Erythrée | 23 | 21 | 2 | 8.70% | 0.24% |
| 16 | Ethiopie | 2 | 2 | 0 | 0.00% | 0.02% |
| 17 | Gabon | 4 | 4 | 0 | 0.00% | 0.04% |
| 18 | Gambie | 495 | 369 | 126 | 25.45% | 5.26% |
| 19 | Ghana | 100 | 79 | 21 | 21.00% | 1.06% |
| 20 | Guinée Bissau | 47 | 40 | 7 | 14.89% | 0.50% |
| 21 | Guinée Conakry | 2193 | 1238 | 955 | 43.55% | 23.31% |
| 22 | Haïti | 1 | 1 | 0 | 0.00% | 0.01% |
| 23 | Inde | 8 | 8 | 0 | 0.00% | 0.09% |
| 24 | Irak | 28 | 28 | 0 | 0.00% | 0.30% |
| 25 | Iran | 578 | 531 | 47 | 8.13% | 6.14% |
| 26 | Kurdistan Irak | 5 | 5 | 0 | 0.00% | 0.05% |
| 28 | Libéria | 24 | 16 | 8 | 33.33% | 0.26% |
| 29 | Libye | 11 | 9 | 2 | 18.18% | 0.12% |
| 27 | Lithuanie | 1 | 1 | 0 | 0.00% | 0.01% |
| 30 | Mali | 1217 | 856 | 361 | 29.66% | 12.94% |
| 31 | Maroc | 140 | 126 | 14 | 10.00% | 1.49% |
| 32 | Mauritanie | 8 | 8 | 0 | 0.00% | 0.09% |
| 33 | Niger | 45 | 39 | 6 | 13.33% | 0.48% |
| 34 | Nigéria | 261 | 241 | 20 | 7.66% | 2.77% |
| 35 | Pakistan | 42 | 41 | 1 | 2.38% | 0.45% |
| 36 | Palestine | 4 | 4 | 0 | 0.00% | 0.04% |
| 37 | Roumanie | 0 | 0 | 0 | #DIV/0! | 0.00% |
| 38 | Sénégal | 574 | 448 | 126 | 21.95% | 6.10% |
| 39 | Serbie | 116 | 90 | 26 | 22.41% | 1.23% |
| 40 | Sierra Léone | 85 | 55 | 30 | 35.29% | 0.90% |
| 41 | Somalie | 28 | 21 | 7 | 25.00% | 0.30% |
| 42 | Soudan | 40 | 35 | 5 | 12.50% | 0.43% |
| 43 | Syrie | 17 | 14 | 3 | 17.65% | 0.18% |
| 44 | Tanzanie | 7 | 4 | 3 | 42.86% | 0.07% |
| 45 | Tchad | 18 | 14 | 4 | 22.22% | 0.19% |
| 46 | Togo | 31 | 31 | 0 | 0.00% | 0.33% |
| 47 | Tunisie | 15 | 15 | 0 | 0.00% | 0.16% |
| 48 | Yémen | 0 | 0 | 0 | #DIV/0! | 0.00% |
| 49 | Zambie | 29 | 23 | 6 | 20.69% | 0.31% |
| 50 | Inconnu | 12 | 11 | 1 | 8.33% | 0.13% |
| 51 | Montenegro | 4 | 1 | 3 | 75.00% | 0.04% |
| 52 | Hongrie | 3 | 3 | 0 | 0.00% | 0.03% |
| 53 | Burundi | 3 | 3 | 0 | 0.00% | 0.03% |
| 54 | Russie | 2 | 2 | 0 | 0.00% | 0.02% |
| 55 | Ruwanda | 1 | 1 | 0 | 0.00% | 0.01% |
| 56 | Népal | 16 | 16 | 0 | 0.00% | 0.17% |
| 57 | Cuba | 1 | 1 | 0 | 0.00% | 0.01% |
| 58 | Kosovo | 1 | 1 | 0 | 0.00% | 0.01% |
| 59 | Turkménistan | 0 | 0 | 0 | #DIV/0! | 0.00% |

| | | | | | | |
|----|----------|------|------|------|---------|---------|
| 60 | France | 0 | 0 | 0 | #DIV/0! | 0.00% |
| 61 | Bulgarie | 0 | 0 | 0 | #DIV/0! | 0.00% |
| 62 | Sahraoui | 0 | 0 | 0 | #DIV/0! | 0.00% |
| 63 | | 0 | 0 | 0 | #DIV/0! | 0.00% |
| | | 11 | 11 | 0 | 0.00% | 0.12% |
| | | 0 | | | | |
| | | 9408 | 6637 | 2773 | 29.47% | 100.00% |

| | | | |
|----------------------|--------------|-------------|--------------|
| Pour 2017 | 2214 | Repas 2017 | 13000 |
| Pour 2018 | 5202 | Repas 2018 | 37979 |
| Pour 2019 | 1968 | Repas 2019 | 24542 |
| Pour 2020 | 2280 | Repas 2020 | 19304 |
| Pour 2021 | 2688 | Repas 2021 | 21895 |
| Depuis début 07/2017 | 14352 | Total Repas | 75521 |

Annexe 3 : Article de Lucie Peytermann (Agence France Presse) sur Cellou, suite à notre rencontre. Avril 2018.

<https://www.africaradio.com/news/l-errance-kafkaienne-a-paris-de-cellou-mineur-isole-guineen-133056>

Annexe 4 : Message vocal de A.

<https://soundcloud.com/radiolaradio/annexe-2-message-vocal-quotidien/s-lldGNcpNy7b>

Merci

à Aliou, pour sa confiance, sa force de vie ;

à Mike Pigot, pour sa présence tout au long de l'élaboration de ce mémoire, et au-delà ;

à Julia Maury de Feraudy, ma tutrice, pour ses orientations, ses encouragements, et sa présence au téléphone en ces temps incertains ;

à ma sœur, Lucie Peytermann, pour ses relectures critiques, constructives et toujours argumentées, et pour nos discussions sur l'état du Monde, qu'elles ne s'arrêtent jamais ;

à Philippe, pour son soutien indéfectible ;

à Catherine Goffaux, ma correctrice, pour son exigence ;

à Pauline Lemaire-Demaret, pour avoir passé la porte, et pour tout le reste ;

à Fabrice Roman, « on est ensemble » ;

à Ljubisa Danilovic pour la photo de janvier, « on tiendra bon »,

à Vous, tous mes amis du Refuge, les rêveurs, les utopistes, les pragmatiques, les maraudeurs, les rangeurs, les râleurs, les soignants, les souriants, les danseurs ;

à Vous qui êtes venus jusqu'à nous.



Qui suis-je quand je t'aide ?

Autour de la relation d'accompagnement citoyen de personnes en exil

Mots clés : Migrations / Personnes migrantes / Compassion / Relation aidant-aidé / Don contre-don

A partir à mon expérience de bénévole au bureau d'accueil du Refuge solidaire de Briançon, situé à la frontière entre l'Italie et la France, je tente dans ce mémoire de faire une description de ce lieu, ainsi que des enjeux de la relation d'aide qui s'y déploie. J'observe ce qui se joue, pour moi, bénévole solidaire, dans ce lieu d'accueil d'urgence de personnes en exil.

J'entre ensuite dans l'analyse des liens que j'ai pu nouer avec plusieurs hommes rencontrés dans ce contexte, et plus précisément avec Aliou que j'accompagne de façon citoyenne, depuis 3 ans, pour tenter d'éclairer les enjeux de la relation d'aide avec un jeune homme en exil venu de Sierra Leone.

Je tente de questionner la place que nous prenons, nous les solidaires, dans nos actions, et la façon dont les personnes que nous accompagnons nous perçoivent.